

Numéro 32 - septembre 2016
Enquêtes collectives

Enquêter en milieu rétif.
L'industrie pharmaceutique sous observation collective

Pierre Fournier, Cédric Lomba, Séverin Muller

Résumé

Si l'enquête collective propose un espace de confrontation de points de vue sur un même objet, elle recèle aussi des vertus pour aborder des institutions complexes et peu ouvertes à la recherche ethnographique. En témoigne une recherche sur l'industrie du médicament qui a mobilisé une dizaine de sociologues, économistes et historiens. La division du travail a permis de surmonter les refus d'enquête et de trouver de nouvelles voies d'investigation, ainsi que de tenir l'objectif d'une connaissance empirique précisément fondée sur un objet complexe. Au-delà, deux types de comparatisme ont été ouverts par la pratique collective de l'enquête. Interne au secteur pharmaceutique tout d'abord, par l'accès des différents chercheurs à des terrains distincts, mis en correspondance. Externe ensuite, par la mobilisation de chercheurs apportant chacun la connaissance préalable d'un univers ayant une parenté ponctuelle avec la pharmacie. L'article interroge enfin l'écriture que la forme collective a favorisée pour saisir comment elle répond aux attendus épistémologiques de l'enquête ethnographique et aux modalités d'évaluation individuelle de la recherche.

Abstract

Investigating in a hostile environment. The pharmaceutical industry under collective observation. While collective investigation offers an opportunity to compare viewpoints on a single object, it can also result in ways to approach complex institutions that are not very open to ethnographic research. This research project on the pharmaceutical industry, which involved ten sociologists, economists and historians, attests to the obstacles involved. The division of work made it possible to overcome access denied to the field and to find new means of enquiry, as well as to keep up with the objective of gaining precise empirical knowledge of a complex object. In addition, collective work paved the way to two forms of comparison : internal comparisons within the pharmaceutical sector, since different researchers had access to distinct fields of enquiry which could then be contrasted ; and external comparisons, as each researcher involved brought knowledge of another sector that shared some characteristics with the pharmaceutical industry. Finally, the article examines the type of writing that was favored by collective work in order to understand how it meets both the epistemological requirements of

ethnographic enquiry, and the individual assessment of research.

URL: <https://www.ethnographiques.org/2016/Fournier-Lomba-Muller>

ISSN : 1961-9162

Pour citer cet article :

Pierre Fournier, Cédric Lomba, Séverin Muller, 2016. « Enquêter en milieu rétif. L'industrie pharmaceutique sous observation collective ». *ethnographiques.org*, Numéro 32 - septembre 2016
Enquêtes collectives [en ligne].
(<https://www.ethnographiques.org/2016/Fournier-Lomba-Muller> - consulté le 20.01.2022)

ethnographiques.org est une revue publiée uniquement en ligne. Les versions pdf ne sont pas toujours en mesure d'intégrer l'ensemble des documents multimédias associés aux articles. Elles ne sauraient donc se substituer aux articles en ligne qui, eux seuls, constituent les versions intégrales et authentiques des articles publiés par la revue.

Enquêter en milieu rétif. L'industrie pharmaceutique sous observation collective

Pierre Fournier, Cédric Lomba, Séverin Muller

Sommaire

- Introduction
- Une enquête délibérément collective
 - Un projet épistémologique pour moteur
 - Un défi appelant des analyses interdisciplinaires
 - Une équipe de pairs...
 - ... aux contributions se différenciant au fil du temps
- Une division du travail rendant possible l'investigation ethnographique
 - Faire face à un univers complexe
 - De la méfiance aux entraves manifestes
 - Des voies inattendues d'investigation empirique
- Une ethnographie exigeante
 - Deux types de comparatisme : interne et externe
 - Une écriture par dossiers
- Conclusion : quelle carrière pour les ethnographes ?
- Annexe : Notices méthodologiques classées par ordre alphabétique des contributeurs
- Notes
- Bibliographie

Introduction

Face à des organisations fermées à la curiosité des sciences sociales ou ne leur adressant que des demandes d'« intervention », suivant des modalités restrictives d'exploration et avec des engagements de confidentialité sur les résultats ou de contrôle avant leur diffusion, une seule manière de travailler en sociologue de métier semble envisageable : ce que Mathilde Bourrier nomme une « sociologie embarquée » (2010). Ainsi, le chercheur « embarqué » accepte-t-il préalablement l'orientation et le contrôle de son travail comme certains journalistes acceptent l'offre des armées de les emmener avec certains de leurs soldats sur des théâtres d'opération choisis (par exemple, Sullivan *et al.*, 1958). Le risque est grand de se voir imposer un programme de recherche relevant d'enjeux autres que scientifiques et de subir une limitation des informations qui lui sont accessibles pour répondre. À moins qu'organiser une division du travail d'enquête ne permette de tenir le parti d'une recherche ethnographique face à des organisations réticentes à l'investigation indépendante des sciences sociales. Si des chercheurs ont mis en évidence les bénéfices de l'ethnographie en équipe comme espace de soutien mutuel et de confrontation de points de vue différenciés sur un même objet (Clerke, Hopwood, 2014 ; Becker *et al.*, 1961 ; Wax, 1979 ; Muller, 2007), on a moins insisté sur les vertus de l'enquête collective pour aborder des institutions complexes et peu ouvertes à la recherche ethnographique. L'exemple d'une recherche qui a porté sur l'industrie du médicament sans bénéficier d'une commande du secteur et qui a mobilisé une dizaine de sociologues, économistes et historiens (Fournier, Lomba, Muller, 2014) est l'occasion de mettre à l'épreuve cette hypothèse et de rendre compte des parades qu'ils ont utilisées pour contourner les nombreux obstacles rencontrés.

La voie d'une division du travail éloigne-t-elle nécessairement d'une perspective ethnographique ? Peut-on y soutenir une épistémologie qui refuse de séparer production et analyse de données pour tenir compte du fait que les données de terrain ne sont jamais vraiment « données » et qu'elles réclament une réflexivité de l'enquêteur sur sa propre pratique ? De même, le projet de saisir la variété des points de vue en présence dans la situation étudiée peut-il s'accommoder d'un terrain éclaté en divers lieux ? Une telle configuration n'était pas recherchée au départ : les chercheurs engagés dans ce projet espéraient se déployer dans différents secteurs d'activité d'une même firme pour accéder à la connaissance de ses différentes strates et à des points de vue contrastés dans un univers d'interconnaissance. Ce n'est que devant les difficultés à procéder ainsi que la voie des entrées indépendantes s'est imposée pour composer avec la défiance rencontrée à l'égard des sciences sociales, tout en portant un regard ethnographique sur chacun des terrains étudiés et en travaillant à les rapprocher.

Cette défiance est-elle singulière ici par rapport à d'autres secteurs où les sciences sociales n'ont pas une image bien claire et suscitent l'interrogation sur leurs objets et leur démarche, voire une prudente prévention à leur égard ? De telles difficultés sont un motif classique de plainte de la part de chercheurs qui travaillent dans d'autres contextes. Tous ces contextes ne sont pas pour autant équivalents : examiner leurs propriétés sous ce rapport peut se révéler éclairant. Ainsi, l'industrie pharmaceutique est un univers qui fait régulièrement l'objet de controverses médiatiques : si ses activités sont censées améliorer la santé, la probité et la réputation des firmes sont périodiquement mises en

cause par des scandales sanitaires et par les conflits entre intérêts publics et privés dont elle est soupçonnée. De plus, cette industrie est mal connue à l'extérieur, apparaissant comme un monde d'expertise qui tient à distance les non-spécialistes et comme un monde de pouvoir qui craint qu'on interroge sa légitimité. Cet univers plein d'assurance et, dans le même temps, soucieux des critiques dont il fait l'objet est donc peu accueillant aux regards extérieurs, y compris celui des sciences sociales (Whyte, Geest, Hardon, 2003 : 138).

Pour faire face à ces particularités, l'enquête menée entre 2005 et 2010 a pris une forme collective. La division du travail à laquelle elle a donné lieu a permis de tenir l'objectif d'une connaissance empirique précisément fondée sur un objet complexe. Elle a d'abord répondu à des besoins de cadrage de cet univers. Elle a ensuite permis de contourner les refus d'enquête en trouvant de nouvelles voies d'investigation. La présenter en détail est l'occasion de proposer d'autres modalités de travail que l'enquête « embarquée » qui est avancée par M. Bourrier comme réponse économe pour pallier le défaut de connaissance initiale du milieu étudié et les difficultés d'accès, et de préciser les menaces que celle-ci ferait courir à l'analyse. Au-delà, on soulignera les deux types de comparatisme auxquels a conduit la pratique collective de l'enquête. Un comparatisme interne au secteur pharmaceutique tout d'abord, par l'accès des différents chercheurs à des terrains distincts dont les propriétés communes et les intersections sont rapidement ressorties. Un comparatisme externe ensuite, appuyé sur la mobilisation d'une équipe de chercheurs apportant chacun la connaissance préalable d'univers professionnels ayant une parenté ponctuelle avec l'industrie pharmaceutique (cf. **tableau des membres de l'équipe**). Ce comparatisme est très utile pour déspecifier un univers qui se donne volontiers pour particulier dans les présentations qu'en font ses représentants. On interrogera enfin l'écriture finale que la forme collective de l'enquête a favorisée au moment de publier cette recherche pour souligner comment elle intègre les attendus épistémologiques de l'enquête ethnographique et quels problèmes elle pose à l'évaluation de la recherche par les institutions d'encadrement des carrières académiques.

Une enquête délibérément collective

Cette recherche qui a mis sous observation la production et la distribution de médicaments ne répond pas à une commande externe en termes de secteur d'activité à explorer ni de questionnement à suivre. Son caractère collectif tient au programme scientifique auquel elle s'efforce de répondre, au croisement de l'ethnographie et de l'histoire, et qui a été défini dans le cadre d'un collectif plus large que le groupe d'enquête.

Un projet épistémologique pour moteur

Le projet s'appuie sur les acquis du collectif Prato (« Pratiques, Travail, Organisations ») qui se réunit à l'EHESS depuis la fin des années 1990. Celui-ci rassemble une trentaine de chercheurs (en sociologie, anthropologie, histoire, économie ou sciences de gestion) et interroge le besoin ressenti par certains, au fil de leurs travaux, de combiner les démarches ethnographiques et historiques dans l'étude des univers industriels ou de services. Par le recours à l'histoire comme « science des

hommes dans le temps » (Bloch, 1997 : 52), l'observation ethnographique s'écarte à la fois de l'analyse d'une situation isolée et du schéma étroitement binaire, opposant le « maintenant » à l' « avant », que l'on rencontre souvent chez les sociologues du travail en quête de grande rupture (avec le taylorisme, avec le plein-emploi, avec le régime de la carrière ascendante, etc.). S'en distancier est d'autant plus important que les représentations en termes de rupture sont très présentes dans les univers de travail et régulièrement mobilisées par les professionnels de la parole sur les organisations tels que les dirigeants, les cadres ou les consultants, prompts à discréditer le passé, ou les militants syndicaux qui, au contraire, font souvent référence à un âge d'or. Ce n'est pas tant que les ruptures soient absentes du monde du travail – bien des exemples l'attestent – mais, pour conclure à une transformation radicale, l'enquête sur le passé doit être aussi rigoureuse que celle qui porte sur le présent. Du point de vue de l'enquête, l'articulation des démarches ethnographique et historique ouvre des opportunités d'investigation : des chercheurs ont ainsi pu prolonger le dépouillement d'archives privées par des observations sur place, et la posture ethnographique donne parfois l'occasion d'accéder à des documents de la pratique quotidienne du présent et du passé qu'on gagne à exploiter.

En 2006, le groupe Prato élargit ses échanges sur le croisement des démarches dans l'étude du travail en organisant un colloque international, prolongé par un ouvrage collectif sur ce thème (Arborio, Cohen, Fournier, Hatzfeld, Lomba, Muller, 2008). Parallèlement, une partie du groupe met en place et coordonne une formation qui articule ces démarches pour les masters de sociologie et d'histoire de l'EHESS. Et certains membres du groupe, récemment recrutés (P. Fournier, C. Lomba, S. Muller), souhaitent poursuivre l'exploration de ce croisement en le testant collectivement sur un univers partagé, si possible inconnu des chercheurs du groupe pour mettre pleinement à l'épreuve la fécondité de la démarche. Cette proposition couplant réflexion épistémologique et recherche de terrain, délibérément collective, est retenue par l'Agence nationale de la recherche (ANR) dans le cadre de l'appel à projets non thématisé « jeunes chercheurs » de 2005 (financement de 100 000 euros).

Si le choix du secteur se porte sur l'industrie du médicament, c'est parce qu'elle présente des points communs avec les domaines déjà étudiés par les porteurs initiaux de la réflexion épistémologique. Chacun s'engage donc à mettre en œuvre sur le terrain et en archives une analyse combinant ethnographie et histoire. Le questionnement doit prendre appui sur l'expérience antérieure de recherche : qui sur les modalités de prise en compte du risque industriel, qui sur l'intervention d'autorités publiques en matière de contrôle sanitaire, qui sur les catégories de personnel peu qualifié à l'hôpital, qui sur l'importance de la vente et la distribution des produits manufacturés, qui sur les variations de l'engagement au travail dans des industries régulées, etc. À travers la diversité de ces thématiques, il semble possible de couvrir par des enquêtes de terrain toute la chaîne pharmaceutique, de la production des « principes actifs » [1] à la distribution finale des médicaments en ville et à l'hôpital en passant par l'assemblage des médicaments au dosage et dans la forme voulus, les pressions commerciales sur les prescripteurs, ou encore la distribution en gros. Au-delà d'une analyse globale à la manière d'économistes qui étudient la chaîne de valeur d'un secteur, il s'agit de suivre le produit dans toutes les interventions dont il fait l'objet pour saisir

sur quoi précisément repose la stabilité dans le temps de la rentabilité exceptionnelle de ce secteur et en quoi les différents types de travailleurs impliqués y contribuent.

Un défi appelant des analyses interdisciplinaires

Le choix du médicament présente quelques atouts pour susciter l'engagement des chercheurs. C'est un univers de travail où interagissent une grande variété de main-d'œuvre, intéressant à ethnographier *a priori* pour le rôle qu'y jouent les normes dans la coordination des activités. Cet univers a connu des transformations nombreuses au XXe siècle, que ce soit en matière d'innovations techniques, de concentration capitaliste, de soutien de l'État ou d'articulation à d'autres secteurs d'activité comme la chimie, la droguerie ou la cosmétique. En ce sens, la diversité des formes industrielles mérite d'être historicisée pour caractériser les contraintes qui encadrent le développement du milieu. C'est également un univers à enjeux dans la société et pour les sciences sociales sur les plans économique, politique et sanitaire. Sur le plan économique, il s'agit d'un secteur emblématique de la « société de la connaissance », à fort contenu technique, à renouvellement rapide des savoirs, à intense mobilisation de diplômés de l'enseignement supérieur, en même temps que d'un secteur à rentabilité économique exceptionnelle, internationalisé et en croissance depuis les années 1980 (Bélis-Bergouignan *et al.*, 2014). Le médicament a aussi une actualité politique compte tenu des tensions autour du financement des dépenses de santé par l'assurance-maladie. Enfin son actualité sanitaire est rappelée par des crises fréquentes, alertant sur les pratiques de contrôle des ambitions de firmes qui visent davantage leur rentabilité que la santé des populations. Pour autant, l'enquête ne porte pas sur l'efficacité des médicaments et défend le parti de mettre en suspens le jugement moral à l'égard d'une industrie qui suscite diverses formes d'indignation.

Étudier la production de médicaments présente enfin une pertinence particulière pour les sciences sociales en invitant à s'interroger sur la légitimité des objets de recherche. L'industrie pharmaceutique fournit en effet un cas exemplaire pour se demander ce qui rend digne d'intérêt telle face de la réalité sociale. Dans ce cas d'espèce, amont et aval de la production et de la distribution de médicaments sont depuis longtemps considérés comme méritant l'attention des sciences sociales. Des enquêtes portent en particulier sur les transformations de la régulation publique du médicament, sur les ressorts de l'innovation thérapeutique et sur la diversité des consommations médicales (Fournier, Lomba et Muller, 2014 : 7-25). Tandis que l'entre-deux, celui des usines de production et des centres de distribution, suscite peu d'intérêt, même dans l'entreprise collective de recherche qui a pour objectif l'analyse globale de la « chaîne du médicament » (Levy et Garnier, 2007 ; Petryna *et al.*, 2006).

En focalisant l'attention sur les segments de l'industrie pharmaceutique qui ne font pas l'objet du débat public ni de la controverse scientifique, il s'agit aussi de déconstruire les frontières établies par le milieu pharmaceutique lui-même et de faire tomber quelques évidences, comme la place importante qu'y occuperaient les hauts niveaux de qualification ou l'innovation, régulièrement mise en avant par les acteurs dominants du secteur pour justifier un traitement spécifique (soutien public à la recherche, barrières aux importations, etc.). De même, l'étude du médicament a une pertinence particulière pour l'histoire économique à

laquelle l'industrie pharmaceutique fournit un exemple remarquable de secteur à financement privé d'investissements lourds, dont les liens avec la puissance publique vont bien au-delà d'une surveillance sanitaire. Pour toutes ces raisons, la production et la distribution de médicaments constituent des enjeux de connaissance pour qui ne se satisfait pas d'une entrée exclusivement par le haut, c'est-à-dire par ceux qui se posent en représentants du secteur et qui s'illustrent par l'exposé de ce qui doit être plutôt que de ce qui est, de ce qui est universellement perçu comme légitime (la santé) plutôt que de ce qui l'est moins (le profit), ni d'une entrée latérale, comme c'est généralement le cas d'essais critiques sur cette industrie qui l'appréhendent par un point isolé, de l'extérieur ou à partir des documents rédigés par des instances de contrôle, sans saisir les articulations entre ses différents segments.

Une équipe de pairs...

À l'équipe constituée autour de ces enjeux (huit enseignants-chercheurs titulaires et un doctorant devenu docteur pendant la période de l'étude), s'ajoutent trois étudiants de master intéressés par ce secteur indépendamment du projet, incités à y participer par leurs directeurs pour qu'ils partagent cet intérêt avec des chercheurs plus avancés dans la carrière à défaut de l'être déjà dans la connaissance de l'objet. Ces étudiants, devenus doctorants pour deux d'entre eux, sont même les plus affûtés sur le secteur, au moins dans les dimensions en lien avec leur sujet : un sur les conditions de la recherche de nouvelles molécules à effet thérapeutique (Ravelli, [2015](#)), une autre sur la qualité des anesthésiants pour les dentistes (Boussarie, [2006](#)) et le dernier sur la promotion des médicaments auprès des médecins prescripteurs (Greffion, [2014](#)). Le projet de recherche n'a pas l'ambition matricielle de couvrir tous les aspects du secteur mais vise à engager des enquêtes sur des organisations de chaque grand segment de la chaîne (dans les usines de principes actifs, dans les usines d'assemblage-dosage et chez les grossistes). Aussi est-il possible d'inviter à rejoindre le programme une spécialiste de la prescription de médicaments entrant dans les traitements de la toxicomanie (Feroni, [2007](#)). Un des membres du groupe initial sollicite également l'aide d'une collègue spécialisée en sociologie de la culture pour son investigation d'un pays étranger où celle-ci a mené des enquêtes (Labrousse et Verdalle, [2010](#)). Dans tous les cas, le critère d'inclusion dans le programme est l'envie de tester les potentialités d'une combinaison de l'ethnographie et de l'histoire.

Comme c'est souvent le cas dans les recherches collectives, les contours de l'équipe sont modifiés par des entrées mais aussi par des sorties entre le dépôt du projet et le début de l'enquête, principalement en raison de contraintes professionnelles : un historien devient directeur de département à l'université et préfère ne pas ouvrir un nouveau terrain d'enquête, une historienne est recrutée dans l'enseignement secondaire et un économiste non statutaire, spécialiste de la Chine, trouve des financements plus longs dans d'autres programmes de recherche. L'équipe compte finalement huit sociologues (dont deux doctorants), un historien (post-doctorant dans le cadre du projet) et une économiste. Les chercheurs sont dispersés dans dix unités de recherche, principalement à Paris et Marseille. Outre le contrat post-doctoral, le colloque de 2006 et les enquêtes proprement dites, le budget de l'ANR sert essentiellement à financer les déplacements des membres de l'équipe pour des rencontres fréquentes, à raison d'une réunion par mois au plus fort du programme,

dont trois par an prennent la forme de manifestations sur deux journées [2].

Les membres de l'équipe étant en situation d'égalité dans la connaissance initiale du secteur, et en l'absence de classement dans l'importance des terrains étudiés, la division du travail est peu hiérarchique, y compris avec les doctorants puisqu'ils ne sont pas dirigés par des chercheurs du programme, et avec le post-doctorant. Son programme initial était pourtant plus prescriptif : il devait apporter à l'équipe l'exploration d'un terrain en Inde, où il avait réalisé sa thèse (Subramanian, 2010). Mais il a finalement la même liberté que chacun des participants dans le choix de l'objet quand le financement consenti par l'ANR se révèle réduit d'un tiers par rapport à la demande et qu'il faut ramener son engagement de 24 à 12 mois, l'obligeant à renoncer au terrain indien.

... aux contributions se différenciant au fil du temps

Le collectif, composé de chercheurs *junior* (moins de 45 ans, sans habilitation à diriger des recherches), s'efforce d'entretenir des relations égalitaires dans les échanges scientifiques. Chaque membre reste responsable de l'analyse de ses données, même si elles sont discutées collectivement lors des réunions au fil de la recherche au point que chacun peut avoir le sentiment d'avoir été, à tel ou tel moment, orienté dans son travail par ces échanges. Chaque membre signe les articles ou chapitres qu'il rédige selon le principe : « celui qui écrit signe et celui qui signe écrit ». En cela, cette ethnographie collective ne s'inscrit pas dans le sillage d'enquêtes sous contrôle d'un *leader* qui s'approprie les données produites par des subordonnés. L'analyse détaillée des rapports de domination, notamment de statut, de classe ou de genre, dans les relations nouées à l'occasion de cette recherche ne fait toutefois pas l'objet de cet article et reste à faire. L'histoire de cette aventure collective racontée par celles et ceux qui ne l'ont pas coordonnée permettrait sans doute de les établir.

Cette recherche ne tente pas pour autant d'échapper à toute forme de coordination verticale, profitant plutôt de l'engagement spécifique de certains membres dans le projet, pour en avoir pris l'initiative, pour s'être impliqué dans l'organisation du colloque de 2006, pour avoir une première expérience dans l'animation d'une recherche collective (Fournier et Mazzella, 2004), pour avoir une disponibilité plus grande par rattachement au CNRS, facilitant le portage du dossier de financement et l'entretien des relations avec les autorités administratives (ANR, gestion de laboratoire)... De ces propriétés se déduisent vite des spécialisations que traduisent les titres de coordinateurs de l'ouvrage final (et d'auteurs du présent article) : la différenciation des contributions s'opère dans l'administration de la recherche, dans la prise en charge des aspects logistiques des rencontres, dans les liens avec les financeurs, mais aussi dans les échanges avec certains porte-parole du secteur étudié, dans les relations avec les éditeurs potentiels et, enfin et peut-être surtout, dans la mise en commun des idées transverses émanant des enquêtes à travers l'organisation de journées d'échange. Les premières journées sont consacrées à la discussion sur les projets d'enquête, à l'exposé de nos recherches antérieures et aux possibilités d'en transférer des questions à ce nouvel objet. Dans un deuxième moment, elles sont surtout

consacrées à la discussion de textes de sciences sociales relatifs au domaine étudié, à la présentation de données informatives de cadrage et aux problèmes d'entrée sur le terrain. Dans un troisième temps, ce sont les premiers résultats des enquêtes monographiques qui sont discutés. Il s'agit aussi de recenser les avancées du projet collectif en alimentant des fichiers « questions transverses », « mots interdits » [3], ou encore une bibliographie spécialisée. Durant les deuxième et troisième temps, des chercheurs extérieurs sont sollicités, tantôt pour présenter leurs travaux, tantôt pour discuter ceux du groupe.

Une division du travail rendant possible l'investigation ethnographique

Le nombre important de contributeurs, la variété des statuts et la diversité disciplinaire sont des atouts pour affronter un monde complexe qui, comme d'autres, ne peut être approché par des enquêtes directes ou à partir d'archives qu'avec une bonne connaissance première de son fonctionnement. Le nombre de contributeurs autorise la diversité des entrées. La variété des statuts renvoie à celle des disponibilités en temps pour la recherche autant qu'aux différences d'expérience dans la mobilisation de sources diverses. Quant à la diversité disciplinaire, elle permet de mettre en relation des informations ressortissant à différents registres. Le rattachement institutionnel de chaque chercheur à une discipline donne d'ailleurs une fausse image des compétences mobilisées par l'équipe, plusieurs chercheurs du programme ayant reçu une première formation en économie et en histoire en parallèle de leur formation en sociologie et ayant eu l'occasion de la mettre à l'épreuve dans les discussions au sein du groupe Prato. De même, l'économie de la régulation, représentée ici, ne se pratique que mâtinée d'histoire et de sociologie. Quant à la formation de biologiste de l'un des doctorants, elle permet de se défier de l'information scientifique et technique que les représentants du secteur mobilisent. Le nombre et la variété des chercheurs servent donc à surmonter les refus qui leur sont opposés et à multiplier les voies d'entrée pour s'assurer l'accès aux terrains d'enquête jugés féconds dans cet univers peu accueillant à la curiosité des sciences sociales.

Faire face à un univers complexe

Le premier effet de l'enquête collective est de démultiplier les forces en même temps que les entrées et les sources d'information. Si le schéma d'une division hiérarchique du travail entre recueil et traitement du matériau ethnographique n'est jamais envisagé pour cette recherche comme cela se fait parfois (Tenevic et Weber, 1992), la division du travail qui est pratiquée ne consiste pas non plus à déléguer à une personne un cadrage complet du secteur. Elle consiste plutôt à partager les informations recueillies par chacun suivant ce qui lui sert de ligne directrice. Compte tenu de la diversité des entrées, ce qui est le cœur de la curiosité de l'un représente toujours un cadrage pour d'autres. Par exemple, les choix commerciaux des grossistes permettent de mieux comprendre l'ordonnement des fabrications sur un site de production de seringues dont le département commercial cherche à tout prix à éviter les ruptures d'approvisionnement dans les pharmacies. En prenant le temps de partager régulièrement les informations, on tire de leur exposé des demandes de précision qui s'inscrivent dans le travail de veille de chacun jusqu'au prochain séminaire de rencontre. Cela permet de

compenser le manque de travaux de sciences sociales sur ce secteur et de tenir le parti d'une attention à ses dimensions techniques et normées, qui sont potentiellement déterminantes pour comprendre les rapports sociaux au travail.

L'idée de « faire feu de tout bois » en matière de documentation s'impose vite pour se familiariser avec le vocabulaire du milieu comme avec les enjeux qu'il recèle. Classiquement, une analyse secondaire des recensements de population et des enquêtes sur l'emploi permet de retracer les évolutions des catégories professionnelles du secteur (Fournier et Lomba, [2011](#)). À cette intention, sont aussi consultés et partagés la presse professionnelle comme la presse des syndicats d'employeurs et de salariés depuis les années 1950, des rapports d'autorités publiques de contrôle (agences administratives chargées du médicament, commissions parlementaires...) comme de cabinets de conseil ou d'organismes publics d'étude, des rapports d'activité d'entreprises du secteur, des thèses de pharmacie produites à partir d'informations collectées à l'occasion de stages sur l'organisation technique des producteurs de médicaments et des grossistes, ou encore des romans (Rossignol, [2008](#)), des autobiographies d'acteurs du secteur (Petit, [2004](#) ; Servier, [1991](#) ; Pignarre, [2003](#)), des ouvrages polémiques écrits par des médecins ou des essais journalistiques.

À ces sources, il faut ajouter les contacts de chacun des chercheurs de l'équipe avec des acteurs situés en marge de ce secteur, susceptibles de commenter les informations trouvées dans cette documentation et d'en préciser le caractère central ou marginal. Cela s'est fait à partir de connaissance personnelles avec des journalistes spécialisés, des consultants en ressources humaines et en organisation, des syndicalistes, des chercheurs académiques en sciences et techniques travaillant avec des entreprises du secteur, ou même des proches travaillant en pharmacie de ville, puis par recommandation en boule de neige à mesure de l'avancée des repérages. La familiarisation progressive avec ce secteur très technique profite aussi de visites de sites pharmaceutiques, qu'elles soient organisées pour le grand public (portes ouvertes, inaugurations, fête de la science) ou à la demande des chercheurs, éventuellement dans le cadre de leur activité d'enseignant. Elles constituent souvent un accès à de la documentation imprimée et audiovisuelle qui est ensuite partagée avec les membres de l'équipe. Ainsi, le monde de la pharmacie, complexe tant par la technicité de ses procédés que par son encadrement réglementaire et par son mode de financement, devient-il moins insaisissable, chacun des contributeurs du programme se faisant informateur pour les autres.

A posteriori, ces entrées offrent d'autres vertus. Le champ d'investigation peut s'élargir avec la multiplication des focales et des points d'entrée sans que les connaissances nécessaires pour en appréhender les contours viennent à manquer. Avant cela, la multiplication des entrées permet de mieux identifier les *gatekeepers* et d'ajuster les demandes d'accès aux types de travail précis que l'on souhaite observer directement.

De la méfiance aux entraves manifestes

Si cette connaissance première est indispensable pour décider des terrains que l'on souhaite investiguer et pour les penser dans leur articulation, elle l'est aussi pour se ménager des entrées dans des

organisations qui ne se livrent pas facilement et nécessitent l'accord préalable d'une autorité. Elle met le chercheur en capacité de les convaincre qu'il y a un intérêt de connaissance à cette investigation, quand bien même se situerait-il en dehors de son domaine de compétence. Elle lui permet de connaître les représentations de son interlocuteur. Si les sciences de gestion, l'économie, l'ergonomie ou la psychologie industrielle sont considérées par le secteur pharmaceutique comme des disciplines pouvant répondre à une commande obéissant à des attentes managériales, c'est moins le cas de la sociologie, de l'anthropologie ou de l'histoire, en dehors de situations très précises comme l'histoire d'entreprise mettant en scène une légitimité traditionnelle du secteur (Cayez, 1988 ; Ruffat, 1996). Nombre de travaux rappellent que la négociation d'une ethnographie dans les univers organisés, quel que soit le secteur considéré, est souvent difficile et limitée à un périmètre restreint de l'entreprise (Bogdan, 1972). Plusieurs chercheurs du programme ont déjà pu l'éprouver sur des terrains antérieurs (dans l'industrie nucléaire, les abattoirs, la sidérurgie, etc.).

Pour cette recherche, seules les enquêtes sur l'entreprise est-allemande Berlin Chemie, sur les pharmacies de ville et sur un sous-traitant de médicaments bénéficient d'une entrée relativement aisée et d'une véritable absence de contrôle par le secteur. A. Labrousse et L. de Verdalle profitent d'un bonheur d'archives à la suite de la chute du régime de la RDA qui conduit à la disponibilité immédiate de documents sur une activité économique brutalement arrêtée. P. Fournier et C. Lomba bénéficient de la bienveillance d'acteurs intrigués par la possibilité d'en apprendre plus sur leur propre pratique à l'occasion de la recherche, et D. Subramanian peut compter sur un directeur d'établissement souhaitant marquer son autonomie nouvelle en faisant droit à une demande extérieure (bon vouloir qui s'estompe au fil des mois, puis avec un changement de direction).

Pour le reste, les obstacles sont nombreux, allant de l'impossible accès aux archives d'entreprises (ce qui distingue l'industrie pharmaceutique d'autres industries comme l'automobile ou la sidérurgie) aux refus répétés ou à l'absence de réponse aux sollicitations. Aux traditionnelles problématiques de la faible disponibilité des salariés pour autre chose que la production et de la protection des technologies industrielles et commerciales vis-à-vis de la concurrence s'ajoutent sans doute ici plusieurs éléments : la volonté de contrôler son image et sa réputation de la part d'un secteur régulièrement critiqué dans l'espace public, la mise en retrait des activités qui ne relèvent pas du domaine prestigieux de la recherche, ou encore la crainte que soient révélées des pratiques dérogatoires aux réglementations dans l'activité ordinaire du travail. Quand un membre de l'équipe veut faire profiter un de ses étudiants de master d'un accord de principe du responsable de fabrication et du service des ressources humaines pour l'accueil d'un stagiaire en production, obtenu avec la recommandation d'un ancien opérateur de l'usine, l'étudiant est éconduit sous des prétextes futiles. J. Greffion, de même, ne peut pas mener d'enquête sur les visiteurs médicaux dans un second grand groupe pharmaceutique comme il l'espérait, l'entreprise qui a accepté de l'accueillir ayant brutalement considéré le thème comme trop « sensible ». Et dans le même esprit, I. Feroni doit limiter son investigation sur la firme produisant un médicament pour les traitements de la toxicomanie, sa demande d'accès intervenant en pleine bataille d'ouverture à la concurrence pour la fabrication du produit.

Lorsque les portes s'entr'ouvrent, l'accès est régulièrement maintenu sous contrôle. L'accès direct à des documents conservés par les entreprises est soit assorti de limitations sur ce qui pourra être écrit, soit autorisé au terme de longues tractations. Un accompagnement serré pèse sur les observations menées. Le plus souvent, l'autonomie de l'enquêteur est restreinte à une partie du site étudié ou limitée dans le temps. Q. Ravelli reçoit un bon accueil de la part des scientifiques ayant développé un nouveau somnifère mais il ne peut rencontrer les responsables de sa fabrication. J. Greffion peut enquêter sur les visiteurs médicaux dans un grand groupe pharmaceutique en les accompagnant dans leurs rencontres avec des médecins. Cependant, la direction refuse systématiquement qu'il assiste à des réunions de coordination des responsables commerciaux définissant le plan de travail de ces visiteurs médicaux. C. Lomba, quant à lui, mène librement des observations participantes dans une petite entreprise belge de vente en gros (environ 50 salariées), dirigée par un pharmacien rencontré par interconnaissance. L'enquête se complique toutefois durant une seconde période quand une jeune cadre nouvellement embauchée, diplômée d'une école de commerce et dotée d'une petite expérience dans un grand groupe pharmaceutique, souhaite obtenir des retours précis sur les personnels qu'elle doit encadrer.

Devant ces réticences à leur entrée, les chercheurs déploient des stratégies variées tirant parti du collectif. Les échanges autour des échecs ou des limitations d'entrée sont importants pour partager les expériences, positives et négatives, pour se reconforter mutuellement devant ces déconvenues déstabilisantes, pour construire des argumentaires en vue de nouvelles tentatives et pour viser de nouvelles sources.

Des voies inattendues d'investigation empirique

Face aux difficultés d'accès aux archives internes des entreprises, des sources déposées dans des structures extérieures - notamment des archives privées déposées dans des fonds publics ou dans des fonds syndicaux - ont été consultées : aux Archives nationales du monde du travail à Roubaix sur d'anciennes entreprises, aux Archives départementales y compris sur le suivi par les renseignements généraux des mouvements sociaux autour d'une usine étudiée, aux archives de syndicats de salariés sur les travailleurs de la distribution et sur les visiteurs médicaux, aux archives de l'Assistance publique des hôpitaux de Paris sur la pharmacie centrale des hôpitaux, etc. Comme le souligne le volume *Observer le travail* (Arborio *et al.*, 2008), les archives consultées dans ces différentes circonstances servent plusieurs fois d'argument pour justifier des recherches d'informations de même type sur la situation actuelle auprès des firmes ou des autorités de contrôle. Ainsi, P. Fournier obtient de pouvoir consulter les bilans sociaux de l'établissement qu'il étudie à partir des années 1980 pour prolonger les séries chronologiques des effectifs par grandes catégories de main-d'œuvre qu'il a établies sur la foi des résultats d'élections professionnelles des années 1950 aux années 1970, déposés par la direction départementale du travail. De là, il élargit son questionnement au calendrier des recrutements de main-d'œuvre suivant lequel le site chimique de Sisteron a doublé son effectif pour se transformer en entreprise pharmaceutique mondialisée devant répondre de son activité devant des instances étrangères de contrôle.

Le travail sur archives n'est pas le seul répertoire inattendu pour obtenir

l'accord d'industriels à l'investigation ethnographique. Travaillant sur la production publique de médicaments, A.-M. Arborio tire parti d'une maladie rare qu'elle a contractée pour enquêter sur les médicaments servant à la traiter. Elle s'appuie sur son engagement dans l'association de malades pour accéder à des informations sur les obstacles réglementaires empêchant de distribuer tel médicament en pharmacie de ville et sur les conditions de sa fabrication à de nouveaux dosages, notamment pour traiter des enfants. Faute de contacts suffisants dans l'établissement Sanofi d'Aramon (Gard), P. Fournier se tourne vers celui de Sisteron (Alpes-de-Haute-Provence) en prenant soin de l'inscrire dans une recherche comparatiste sur les implantations mono-industrielles de la vallée de la Durance, financée par la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur pour réfléchir aux conséquences d'une nouvelle implantation de grande taille dans cette vallée. L'intérêt supposé de la Région pour cette étude convainc sans doute l'établissement pharmaceutique de se montrer accueillant. Dans les faits, l'accord de la direction de l'établissement est arraché dans un moment où celle-ci doit faire publiquement preuve de son ouverture : à l'occasion de la réunion de lancement de la préparation collégiale du plan de prévention des risques technologiques, prescrit par la loi Bachelot de 2003, en présence du sous-préfet, d'élus locaux, de représentants des salariés, de riverains et de la presse. La recherche profite aussi de contacts noués avec des travailleurs de l'usine à l'occasion de la campagne pour les élections municipales de 2008, les candidats mettant en avant leur employeur et veillant à se montrer attentifs à toute demande de rencontre qui leur est faite, fût-ce de la part d'un chercheur préoccupé par les liens de cette usine à risques avec son territoire d'implantation.

La recherche sur les pharmacies de ville bénéficie aussi de plusieurs contacts familiaux et amicaux. Ils sont d'abord mobilisés par les chercheurs pour engager leurs propres enquêtes. Les pharmaciens apportent ainsi des réponses à des demandes de précision et mettent à disposition des documents précieux : sur la comptabilité et les ventes, sur un contentieux d'installation, etc. Ces documents servent aussi d'appui à un enseignement d'enquête de terrain sur le travail dans un master de l'EHESS auquel participent P. Fournier et C. Lomba. Les étudiants les utilisent pour se familiariser avec le travail sur archives et les font aussi commenter par les pharmaciens rencontrés. Cela conduit au recueil d'autres documents dans chaque pharmacie pour un travail comparatiste. De la même façon, les premières observations d'interactions au sein des pharmacies se multiplient grâce cette voie inattendue d'enquête qui permet d'élargir le spectre des pratiques relevées dans les officines, notamment à l'occasion de situations inhabituelles : incompatibilités de traitements remarquées un peu par hasard, clients ne parlant pas le français et ayant repéré des employés susceptibles de s'en faire les interprètes, accueil au comptoir de toxicomanes occasionnant des altercations dans la pharmacie, visites de représentants d'entreprises du médicament fournissant des produits sans facture... Si le répertoire de la formation est fécond pour accéder à cet univers, c'est parce que l'accueil de stagiaires de niveau élevé y est fréquent. Le stagiaire étudiant en sciences sociales trouve par suite facilement place dans l'organisation du travail propre à la pharmacie en pouvant se tenir en retrait du comptoir sans étonner qui que ce soit.

L'argument de la formation permet aussi de légitimer les sollicitations formulées par des enseignants auprès des milieux professionnels pour

donner à leur enseignement un tour concret à l'attention de potentielles recrues du secteur. S. Muller tire ainsi parti de son métier d'enseignant-chercheur en s'appuyant sur la proximité géographique de son université et de l'entreprise qu'il souhaite étudier pour suggérer par courrier à la direction de l'établissement d'établir une synergie, fût-elle vague (comme l'accueil en stages d'étudiants d'un master consacré au travail et aux ressources humaines). Le directeur accepte sans réticence et le met en relation avec la DRH, qu'il imagine la plus proche du monde de la sociologie. Q. Ravelli profite d'une autre entrée en rapport avec la formation : celle de professeurs de lycées d'enseignement professionnel intervenant en bac professionnel de « conduite des appareils de l'industrie chimique » et en contact régulier avec ce secteur pour veiller à délivrer une formation adaptée aux besoins des industriels. Là encore, l'expérience partagée de l'enseignement fait de ces interlocuteurs des alliés et des informateurs pertinents sur certains dossiers techniques dès lors qu'est laissée de côté l'actualité la plus brûlante du secteur.

Enfin, les occasions de familiarisation avec le secteur peuvent servir de moments clefs pour une entrée sur le terrain comme dans le cas de D. Subramanian qui, après plusieurs échecs dans d'autres entreprises, profite d'une journée portes ouvertes où il est accompagné de deux chercheurs du groupe sous statuts CNRS et universitaire, pour évoquer avec ses hôtes son souhait d'observer plus directement la fabrication de médicaments et réussit par là à se faire admettre comme stagiaire en fabrication. L'accueil est bienveillant de la part du directeur d'une petite usine de fabrication relativement autonome par rapport à la fondation internationale qui en assure le contrôle. Quelques professionnels du secteur pharmaceutique, curieux des sciences sociales, apportent également leur aide pour obtenir des contacts auprès d'entreprises, comme cet ancien représentant syndical des grossistes en médicaments ou encore ce journaliste critique d'un mensuel de pharmaciens qui ont fourni des contacts et accepté à plusieurs reprises de réagir à l'exposé d'interprétations proposées par les chercheurs.

Ainsi, pour contourner les obstacles, les répertoires les plus divers ouvrent la voie à des entrées originales. Y compris la voie de l'expertise publique qui vaut à plusieurs membres de l'équipe d'être interpellés sur divers dossiers et d'en apprendre davantage à cette occasion. C'est ainsi que J. Greffion est sollicité par la Haute Autorité de santé pour contribuer à la réflexion sur une éventuelle réforme de l'encadrement réglementaire de la visite médicale, ou qu'I. Feroni est invitée à prendre part à un procès pour infraction aux règles de la concurrence. Reconnue individuellement à partir du dossier pris en charge, cette expertise se trouve en partie gagée aussi par le collectif : souvent invité à déborder le domaine qui fait sa reconnaissance, le chercheur sollicité comme expert peut néanmoins répondre avec plus d'assurance en s'appuyant sur la connaissance qu'il a des travaux menés par ses collègues de l'équipe, ce qui lui donne l'occasion de prendre argument des questions qu'on lui pose pour demander plus de détails sur le contexte du questionnement et pour enrichir par là la connaissance de toute l'équipe.

En conclusion, la diversité des pistes explorées par la dizaine de chercheurs et les discussions collectives qui révèlent rapidement le caractère structurel des difficultés rencontrées sont l'occasion de partager des réflexions sur la présentation de soi à adopter sur chaque terrain. Elles permettent en outre de résister au risque de renoncer à

l'investigation ou à la tentation de se replier sur les lieux ouverts à une enquête « embarquée ». Elles permettent ainsi aux doctorants de préparer d'autres entrées dans le secteur en s'appuyant sur la construction lente de chaînes de contacts (Ravelli, [2015](#)).

Une ethnographie exigeante

Deux types de comparatisme : interne et externe

L'attention à la variété et au contraste des points de vue en présence dans une situation d'interaction est un des fondamentaux de l'enquête ethnographique (Muller, [2007](#)). Parmi d'autres, la recherche de M. Benquet sur le monde de la grande distribution ([2013](#)) incarne remarquablement ce parti pris en s'appuyant sur trois phases d'enquête participante : dans les bureaux du siège de l'entreprise, à la caisse d'un supermarché et dans une organisation syndicale du secteur. Ce qui n'est pas toujours simple à mener pour un même enquêteur, à qui le terrain impose souvent de choisir son camp (Wax, [1979](#) ; Becker, [2006](#)). De ce point de vue, la forme collective de recherche quand elle est déclinée sur un même secteur suivant des entrées variées rend cet objectif comparatiste plus facile à atteindre, chaque posture étant tenue par un chercheur différent. Dans *Les Travailleurs du médicament*, chaque chapitre vaut pour lui-même et pour les clefs qu'il donne au lecteur en vue des autres chapitres. Il fournit des éléments de comparaison pour mettre en perspective des constats. Il permet de saisir le caractère itératif de certains raisonnements, comme on le voit autour de l'analyse de la réglementation qui apparaît dans la plupart des terrains : celle-ci ressort bien sûr comme facteur de vigilance pour assurer la qualité des produits de santé mais elle se révèle aussi être une source de rente avec le soutien de la puissance publique (justifiant des compensations sous forme de prix favorables, de prorogations de protection par brevet, d'aides à la recherche...) et un frein à l'entrée de nouveaux acteurs sur le marché du médicament, ce qui assure au secteur de dégager des profits considérables.

Les échanges dans le groupe permettent aussi d'interroger des thèmes qui n'ont pas été imaginés initialement. Dans certains cas, c'est l'observation d'une pratique sur un site qui ouvre l'investigation sur d'autres terrains. En constatant des problèmes récurrents d'approvisionnement des pharmacies et des grossistes, l'ensemble des chercheurs tente d'en saisir les origines, relevant à la fois des politiques commerciales des firmes productrices, de difficultés d'approvisionnement en matières premières, de problèmes techniques, organisationnels ou sociaux dans les établissements, ou encore des stratégies d'exportation des grossistes ou de limitation des stocks dans les pharmacies. Dans d'autres cas, c'est la mise en série des situations observées qui rend possible la montée en généralité. À force de reconstituer l'histoire des restructurations dans les usines étudiées, on montre ainsi que la croissance de ce secteur par fusions-acquisitions depuis les années 1980 recouvre une histoire de sites heurtée et marquée par de fortes incertitudes pour les personnels. Il en va de même pour le désajustement net entre le haut niveau de formation d'une partie de la main-d'œuvre et le contenu cognitif parfois limité des tâches qu'elle réalise, ou encore pour le recours à de la main-d'œuvre féminine, relevé à tous les stades de

fabrication et de distribution mais pour des raisons variées.

La variété des entrées induit aussi une variété des terrains qui évite le risque de tropisme associé à un seul lieu d'observation. Ainsi, sur un site de production, l'activité pharmaceutique est plus valorisée par les ouvriers que la production d'engrais tandis que, sur un autre site de la même entreprise, c'est la production de savon qui est préférée à celle des médicaments. La diversité des entrées à Paris et en province, en France, en Belgique, en Allemagne et au Royaume-Uni, permet, sinon de tenir le projet de couvrir la variété des mondes du médicament, du moins de s'en approcher en faisant apparaître, en fond d'analyse et de manière répétée, les acteurs qui n'ont pas fait l'objet d'un traitement détaillé comme les investisseurs en capital, les scientifiques porteurs de découvertes, les autorités administratives ou encore les malades et les associations de malades.

Au-delà des vertus de ce comparatisme interne, la forme de constitution du collectif qui a été retenue permet de profiter d'un autre comparatisme, externe cette fois. Il porte d'abord sur la question qui justifie l'engagement de chaque chercheur dans le programme sur la base de son expérience antérieure d'enquête dans un autre univers. Le chercheur mobilise ensuite cette connaissance précise d'un autre milieu pour prendre part aux discussions comparatistes qui sont soulevées par d'autres membres du groupe sur leurs thèmes respectifs. Il confronte sa connaissance de son domaine initial de compétence à celle de la pharmacie pour en découvrir les correspondances, y compris sur des questions qu'il ne s'est pas directement posées jusque-là. Si bien que le collectif profite de nombreuses comparaisons, toujours bienvenues pour éviter de spécifier à l'excès le secteur pharmaceutique comme ses représentants ont intérêt à le faire pour tirer de cette prétendue idiosyncrasie un traitement dérogatoire en matière de réglementation publique. Ainsi, la règle, vue sous l'angle de la prévention sanitaire à l'abattoir, sous l'angle de la qualité du produit dans la sidérurgie, sous l'angle de la sécurité industrielle dans le nucléaire, s'est trouvée prendre une tournure particulière dans le monde pharmaceutique, en ce qu'elle articule ces différentes dimensions. Au-delà des thématiques d'intérêt des coordinateurs du programme, la comparaison entre secteurs permet de souligner des traits contre-intuitifs du secteur pharmaceutique comme son faible recours aux instruments gestionnaires d'implication des travailleurs. On pourrait multiplier les exemples (sur les formes peu stratégiques des restructurations, cessions et rachats d'établissements, sur la division genrée du travail, etc.) pour insister sur l'intérêt d'un comparatisme qui repose sur des enquêtes directement menées par les chercheurs : leur ancrage dans les réalités du terrain complétant le recours à la littérature académique, souvent moins explicite sous ce rapport.

Une écriture par dossiers

La forme plurielle qui a été retenue pour l'écriture de cette recherche collective, avec des chapitres confiés à chacun des contributeurs, semble en phase avec les attendus épistémologiques de l'enquête ethnographique. On peut l'assimiler à une écriture *par dossiers* autonomes. Par là, l'exposition de la recherche prend le temps d'entrer dans des configurations singulières où des processus généraux se donnent à voir en actes dans leurs intrications au sein d'environnements

particuliers de contraintes. Elle va bien au-delà de l'observation diffuse trop souvent convoquée dans les productions de sciences sociales sans mobilisation d'éléments concrets à l'appui des raisonnements censés en être issus, et elle évite, en même temps, de tomber dans l'enfermement régressif de la monographie puisqu'elle propose des terrains qui se répondent.

Faut-il regretter que les textes tirés de ces terrains distincts ne soient jamais aussi « intégrés » du point de vue de leur rédaction que les textes d'un auteur unique, qu'ils portent toujours la marque de l'écriture propre à chacun des contributeurs ? C'est peut-être au contraire une manière de réaffirmer une des particularités de l'épistémologie inductive qui est propre à l'ethnographie : « entrer dans les dossiers » réclame au lecteur d'ouvrages à fort contenu ethnographique et historique un engagement qui participe de la réussite du parcours de conviction (plus que de preuve) que construit la progression de l'ouvrage de recherche. Cela le distingue fondamentalement de la lecture d'un essai. Et face à cette exigence adressée aux lecteurs comme aux auteurs, écriture collective et écriture d'auteur unique ne se différencient pas : elles réclament de tracer un vigoureux chemin argumentatif. Dans le cas d'espèce, le choix de confier aux coordinateurs de la recherche des chapitres introductifs, sur l'organisation générale du secteur et sur les régulations du médicament, a pour objectif de familiariser le lecteur avec cet objet complexe et de dispenser les monographies de l'exposition d'éléments de contexte, mais aussi de fournir des pistes d'analyse transverses. La préparation collective de l'ouvrage autour des questionnements transverses à différents chapitres et les relectures croisées unifient en partie les écritures. De la même manière, la défection tardive d'un premier éditeur (pour des raisons principalement économiques) a pour conséquence une reprise des textes par les coordinateurs de l'ouvrage pour répondre aux exigences d'un nouvel éditeur. Les nouvelles coupes ou transformations opérées ont sans doute pour effet de rendre l'ouvrage plus homogène.

Reste en suspens la façon de ménager dans l'écriture une place suffisante à l'expression de la réflexivité sur chaque terrain mené, déterminante aussi dans la dynamique de conviction. La formule du chapitre méthodologique n'aurait aucun sens car il éloignerait les réflexions sur les enquêtes des analyses que chacune fait naître, et il rapprocherait des questions qui ont chacune leur façon propre de se poser sur le terrain. Le parti retenu de l'encadré méthodologique dans chaque chapitre est clairement insuffisant mais témoigne de contraintes éditoriales.

Cette expérience d'écriture formellement plurielle interroge les catégories de classement des productions des sciences sociales qui ont actuellement cours dans les mondes éditoriaux. Certains éditeurs redoutent en effet la confusion que pourrait faire le lecteur potentiel d'une recherche collective avec le propos dispersé que proposent souvent les ouvrages collectifs. Ils ne sont pas certains de parvenir à valoriser la puissance d'investigation et l'argumentation comparatiste de l'enquête collective. Il faudrait peut-être alors appeler à la création d'un label ou d'une collection « Enquêtes collectives » pour offrir un espace éditorial à des recherches exposant clairement au lecteur les bases empiriques de leur propos et précisant les modalités de traitement de ces matériaux dans la tradition ethnographique. Cette voie éditoriale valoriserait les potentialités supplémentaires que l'on peut attendre d'une recherche collective quand elle est menée avec une réflexivité suffisante sur la subjectivité sociale de

ses différents contributeurs, et elle accueillerait des travaux sur des univers particulièrement difficiles d'accès comme ceux qui ont été investigués par le Collectif Onze dans l'enquête sur la justice familiale (2013). Ce faisant, elle en favoriserait la pleine reconnaissance académique en l'étendant aux contributions individuelles composant l'ouvrage.

Conclusion : quelle carrière pour les ethnographes ?

Derrière la question des vertus de l'enquête ethnographique et des ressources procurées par la division du travail d'enquête, se pose la question des formes de travail à imaginer tout au long d'une carrière professionnelle de chercheur ethnographe dans un univers académique de plus en plus soumis à l'évaluation de sa performance à travers le comptage de ses productions. La thèse de doctorat en sciences sociales, préparée dans les formes institutionnelles en vigueur et en l'état de faible technicité des moyens requis dans l'enquête ethnographique, dessine le modèle professionnel du chercheur-auteur qui est associé à cette épistémologie inductive et au mouvement de requalification du travail de terrain en sociologie depuis la fin des années 1970. Elle en constitue la principale étape de socialisation professionnelle. Dans ces conditions, faut-il envisager la carrière de chercheur en sciences sociales comme une succession de périodes de quelques années d'investigation solitaire autour d'univers nouveaux à chaque fois, laissant du temps pour le même type d'investissement et d'appropriation croisé du terrain et par le terrain que lors de la thèse ? Certains parcours de chercheurs aujourd'hui en fin de carrière en témoignent et certains usages de l'examen professionnel d'habilitation à diriger des recherches comme occasion d'exposer un nouveau travail de recherche approfondie, mené en autonomie, vont encore dans ce sens.

Ou doit-on se résigner à voir le chercheur enfermé dans un même objet tout au long de sa vie et à le voir y mener des recherches qui soient plus courtes qu'une thèse pour être compatibles avec les obligations académiques qui lui incombent en parallèle (en matière d'enseignement, d'administration de la recherche...) et qui profitent pour cela d'économies dans la connaissance première du terrain et dans l'accès au terrain qui se sont centralement joués durant la thèse ? Mais ce serait le priver de possibilités de comparaisons de première main avec d'autres univers, dont l'épistémologie des sciences sociales a pourtant bien montré la fécondité heuristique (Passeron, 1991). Certains usages contemporains des emplois de post-doctorant vont dans le sens de cette définition de la carrière d'ethnographe en spécialiste monomaniaque : recruté dans le cadre de programmes collectifs de recherche où il se voit délégué un travail d'enquête toujours focalisé sur le même segment du social.

À moins qu'il ne faille que le chercheur « de carrière » accepte de travailler *moins bien*, d'en rabattre sur les attendus épistémologiques, par exemple pour travailler plus rapidement en se laissant « embarquer » dans l'étude d'organisations qui lui en imposent les modalités ? Ou bien encore le chercheur doit-il renoncer purement et simplement à l'exploration directe des univers peu accueillants pour se contenter, au mieux de synthèses bibliographiques et d'exploitations secondaires de données réunies par des doctorants ayant réussi à s'y introduire, au pire d'un rôle d'essayiste, s'inspirant éventuellement de la lecture de comptes rendus d'enquêtes et spéculant librement au-delà de leur domaine de

validité ? Si cette dernière piste marque un renoncement grave, la précédente n'est pas beaucoup plus rassurante. Sauf à considérer que, par le recours à certaines formes de division du travail dans le cadre d'une enquête collective, l'ethnographe profite d'un partage de l'effort de connaissance première de l'univers qu'il souhaite nouvellement explorer. Et qu'il puisse attendre de cette recherche collective qu'elle lui évite par exemple d'être découragé par les difficultés d'accès au secteur ou d'assumer seul les risques d'échec au moment d'ouvrir des terrains d'enquête. Cela permettrait d'oser des investigations classiquement données pour perdues d'avance mais dont on a pourtant compris, à la lecture attentive de l'histoire des productions de sciences sociales, que leur possibilité tient parfois à des circonstances imprévisibles, et de profiter de parades trouvées grâce aux retours d'expérience réalisés sur les tentatives parallèles d'investigation des collègues du groupe. L'enjeu en serait d'étendre à des situations complexes les domaines du social à étudier et de tirer parti d'un comparatisme multiforme même si d'éventuelles défections dans le collectif, liées à des contraintes institutionnelles, pourraient les conduire à renoncer à des aspects envisagés au départ, comme ici les transformations de longue durée des catégories de main-d'œuvre et des conflits sociaux, ou la comparaison entre pays occidentaux et nouveaux pays producteurs en Asie du Sud-Est.

Annexe : Notices méthodologiques classées par ordre alphabétique des contributeurs

Anne-Marie Arborio - La production hospitalière : en marge de l'industrie privée ou en appui ?

Les différentes logiques suivant lesquelles se sont faits le développement d'un outil public de production de médicaments et son industrialisation ont été reconstituées à partir de matériaux divers : archives de l'Assistance Publique des Hôpitaux de Paris, rapports internes à la structure, rapports administratifs de différents organismes (Cour des comptes, Inspection générale des affaires sociales, Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé...), entretiens avec différents acteurs du présent et du passé (pharmaciens, administratifs), visite du centre de production, articles de presse.

Isabelle Feroni - Le Subutex® et ses génériques : la carrière presque ordinaire d'un médicament stupéfiant.

Pour suivre les étapes de la mise en médicament de la buprénorphine haut dosage comme traitement de substitution en toxicomanie, plusieurs types de données ont été mobilisés : des textes réglementaires nationaux et internationaux sur les médicaments stupéfiants et la buprénorphine haut dosage (Organe international de contrôle des stupéfiants - OICS -, AFSSAPS, CNAMTS) ; des statistiques internationales de l'OICS relatives à la production, aux stocks et à la consommation du médicament ; des données sur le remboursement des médicaments par l'Assurance maladie ; des entretiens menés avec des cadres de firmes produisant ou commercialisant le Subutex® et ses génériques, et

après des tutelles publiques (AFSSAPS, Commission nationale des stupéfiants et psychotropes) ; des documents techniques des entreprises fabricantes ; des articles de la presse économique ; des dépêches de l'AFP relatives au trafic du Subutex® (2007-2009).

Pierre Fournier - Du savon à *big pharma* : entrer dans l'économie de la rente réglementaire.

L'enquête consacrée à l'histoire d'un site chimique passant d'une production de savon à une production exclusivement pharmaceutique s'appuie sur des traces documentaires consignées en dehors de l'établissement par les services déconcentrés de l'État qui en contrôlent le fonctionnement au quotidien : archives accessibles à l'échelle départementale, constituées de versements de services de l'État enregistrant la vie de l'usine dans ce qu'elle leur donne régulièrement à voir (à l'occasion des demandes d'autorisation d'exploiter, des élections professionnelles...) et dans les situations contentieuses naissant ou se répercutant à l'échelle locale (conflits sociaux, accidents d'exploitation, pollutions...). A cela s'ajoutent des témoignages recueillis auprès de salariés en activité ou en retraite afin de cerner le regard que les salariés ont pu porter sur leur activité et sur leur avenir au fil de son développement.

Pierre Fournier et Cédric Lomba - Les pharmacies : un petit commerce sous influences.

L'enquête sur l'organisation du commerce de détail des médicaments repose sur l'analyse de la presse professionnelle et syndicale, des publications du conseil de l'Ordre des pharmaciens, de thèses de pharmacie, et sur l'exploitation originale de recensements de population de façon à situer l'activité dans son cadre. Ont ensuite été recueillies des données monographiques sur une quarantaine de pharmacies, principalement à Paris, Marseille, Aix-en-Provence et dans une petite ville du centre de la France, où ont été menées des observations de l'activité des personnels et des entretiens (avec une trentaine de pharmaciens, propriétaires ou salariés, et avec une vingtaine de préparateurs). Ont également été analysés des documents internes (listings de vente, bilans comptables) mis à disposition par des pharmaciens rencontrés.

Jérôme Greffion - Proximité et domination entre représentants de l'industrie et médecins.

Des méthodes à la fois statistiques et ethnographiques ont été utilisées dans cette recherche sur les visiteurs médicaux : l'enquête Emploi de l'INSEE (1990-2002) a été dépouillée avec accès privilégié aux « intitulés en clair » des professions ; des observations ont été menées de 2006 à 2007 au sein d'une grande multinationale pharmaceutique avec l'accompagnement d'une quinzaine de visiteuses médicales pendant deux

jours chacune lors de leurs visites à des médecins généralistes, spécialistes ou hospitaliers (soit environ 150 contacts avec des médecins d'Île-de-France et d'une région moins densément peuplée). Ces observations ont été complétées par des entretiens avec d'autres visiteuses médicales et des médecins, par le dépouillement d'archives syndicales, de la presse professionnelle et syndicale, de rapports privés ou publics, ainsi que par des observations au sein d'une institution publique régulatrice, par des entretiens avec différents acteurs publics ou privés ayant un lien avec la promotion pharmaceutique et par des exploitations statistiques d'enquêtes auprès des médecins.

Agnès Labrousse et Laure de Verdalle - Pratiques d'ajustement face aux pénuries en Allemagne de l'Est.

L'enquête sur les conditions de production pharmaceutique en régime pénurique repose principalement sur le dépouillement approfondi des archives du ministère de la Santé de RDA (conservées au sein des Bundesarchiv, archives fédérales, à Berlin) et des archives d'une entreprise pharmaceutique est-allemande, Berlin Chemie (conservées par les Landesarchiv, archives du Land de Berlin). Si ces sources, du fait de leur forte discontinuité, offrent des matériaux peu propices à un traitement quantitatif et systématique, la richesse de leur contenu permet en revanche d'envisager une véritable démarche d'ethnographie économique, attentive aux modalités concrètes de l'organisation de la production.

Cédric Lomba - Les grossistes en médicaments : juste-à-temps et normes sanitaires.

L'enquête sur l'activité des grossistes-répartiteurs du secteur pharmaceutique repose sur le dépouillement d'archives depuis les années 1960 en France (documents de la Fédération unifiée des industries chimiques de la CFDT et de la Fédération Nationale de la Pharmacie de FO, journaux professionnels et syndicaux, thèses de pharmaciens), sur des entretiens avec des cadres, des employés et des représentants syndicaux et patronaux de la répartition, sur des statistiques nationales (Recensements de la population, enquêtes Emploi, données d'entreprises et d'associations d'employeurs), ainsi que sur une monographie d'un répartiteur belge (observation participante de trois semaines, archives internes et entretiens avec des pharmaciens dirigeants).

Séverin Muller - Ouvriers et pharmaciens industriels face à la sous-traitance.

L'enquête sur l'organisation d'un établissement récemment passé d'une grande entreprise du secteur à un fonctionnement en sous-traitance a été réalisée de janvier 2007 au printemps 2008. L'arrivée sur le terrain

se situe après une phase d'action et de concertation syndicale, au moment où les salariés sont confrontés aux nouvelles orientations managériales et productives qui ont été définies par le siège du groupe. Durant cette période, une vingtaine d'entretiens formels avec différentes catégories de personnels et des responsables de l'AFSSAPS et de la commission d'AMM, ainsi qu'une observation directe d'un mois, principalement dans les ateliers de production et dans les bureaux, ont permis de discuter longuement avec les salariés en situation de travail et d'avoir accès à certains documents d'entreprise (tableaux et indicateurs de bord, fiches de postes, registres, bilans sociaux, fichiers du personnel et documents du service qualité).

Quentin Ravelli - Les principes actifs : entre expérimentation et productivité.

L'enquête consacrée à une usine de production de principes actifs par biochimie repose sur une observation directe du travail sur le site d'Elbeuf de la multinationale Sanofi. Les noms de personnes, contrairement à ceux des sites, de marques et d'entreprises, ont été modifiés pour des raisons de confidentialité. Un stage de deux mois a été effectué explicitement dans le cadre d'un doctorat en sociologie, avec intégration à deux équipes de production successives, en tant que « technicien fermentation » puis « technicien extraction/formulation ». Les données d'observation ont été complétées par des entretiens menés sur le site et par des analyses de documents d'entreprise.

Dilip Subramanian - Incertitude et urgence : le quotidien des travailleurs en fabrication.

A partir d'un contact pris avec la direction de l'entreprise lors d'une journée « portes ouvertes », des observations ont pu être menées dans une usine d'assemblage-dosage de médicaments, sans contrepartie. Il s'agissait pour la direction de présenter une image positive de l'industrie pharmaceutique en général, habituellement critiquée par les médias, et des PME du secteur en particulier. Sur une période de cinq mois à raison de deux jours par semaine, l'activité des ouvriers et ouvrières des ateliers de mirage et de conditionnement a été observée à l'occasion de la réalisation de tâches manuelles : faire et défaire des cartons, ranger des boîtes de seringues dans les cartons, poser des étuis sur la machine, etc. Ces observations ont été complétées par des entretiens et discussions avec des cadres et avec le directeur, ainsi que par l'analyse de documents d'entreprise.

Notes

[1] Nom donné dans le secteur pharmaceutique aux substances ayant une action sur le fonctionnement du corps humain. Elles sont le plus souvent obtenues par extraction à partir d'un végétal, par biochimie ou par synthèse chimique. Elles entrent dans la composition du médicament assimilable par le corps humain après dosage et mélange avec des substances neutres, et mise sous une forme aisée à utiliser (comprimé, sirop, crème, injectable, etc.).

[2] Détails disponibles sur le site : <http://medicament.hypotheses.org/>

[3] Le souci d'analyse du secteur par comparaison avec d'autres réclame de résister au mouvement de mise en avant de prétendues spécificités par ses représentants, ne serait-ce que dans les façons de dénommer les acteurs et segments du secteur. Ainsi semble-t-il préférable de ne pas reprendre le terme de « laboratoire pharmaceutique » pour désigner une firme du secteur, pas du tout réductible à son activité de recherche biologique. De même, les « visiteurs médicaux » qui invitent les médecins à prescrire tel ou tel médicament sont-ils tout à fait assimilables à des représentants de commerce. Et les « répartiteurs » à des grossistes.

Bibliographie

ARBORIO Anne-Marie, COHEN Yves, FOURNIER Pierre, HATZFELD Nicolas, LOMBA Cédric, MULLER Séverin (dir.), 2008. *Observer le travail. Histoire, ethnographie, approches combinées*. Paris, La Découverte.

BECKER Howard S., 2006 (1967). « Whose side are we on ? », *Social Problems*, 3 : 239-247, traduit sous le titre « De quel côté sommes-nous ? », in BECKER Howard S., *Le travail sociologique : méthode et substance*. Fribourg, Academic Press Fribourg : 175-191.

BECKER Howard S., GEER Blanche, HUGHES Everett C., STRAUSS Anselm L., 1961. *Boys in whyte. Student culture in medical school*. Chicago, The University of Chicago Press.

BÉLIS-BERGOUIGNAN Marie-Claude, MONTALBAN Matthieu, SAKINÇ Mustafa Erdem, SMITH Andy, 2014. *L'industrie pharmaceutique. Règles, acteurs et pouvoir*. Paris, La Documentation française.

BENQUET Marlène, 2013. *Encaisser ! Enquête en immersion dans la grande distribution*. Paris, La Découverte.

BLOCH Marc, 1997. *Apologie pour l'histoire ou métier d'historien*. Paris, Armand Colin.

BOGDAN Robert, 1972. *Participant observation in organizational settings*. New York, Syracuse University Press.

BOURRIER Mathilde, 2010. « Pour une sociologie 'embarquée' des univers à risque ? », *Tsantsa, Revue de la société suisse d'ethnologie*, 15 : 28-37.

BOUSSARIE Élodie, 2006. « Cuisines et dépendances » des emplois

d'exécution de l'industrie pharmaceutique : un prisme ethnographique de la production de principes actifs ». Mémoire pour le master de sciences sociales, EHESS-ENS.

CAYEZ Pierre, 1988. *Rhône-Poulenc, 1895-1975*. Paris, Armand Colin.

CLERKE Teena, HOPWOOD Nick, 2014. *Doing ethnography in teams : a case study of asymmetries in collaborative research*. Dordrecht, Springer.

COLLECTIF ONZE, 2013. *Au tribunal des couples. Enquête sur des affaires familiales*. Paris, Odile Jacob.

FERONI Isabelle, 2007. « La buprénorphine haut dosage 'analyseur' de l'action publique », *Le Courrier des addictions*, 4 : 126-128.

FOURNIER Pierre, LOMBA Cédric, 2011, « 'Économie de la connaissance' et bas statuts d'emploi. Pas de contre-indication dans le secteur du médicament », *Savoir/Agir*, 16 : 23-29.

FOURNIER Pierre, LOMBA Cédric, MULLER Séverin (dir.), 2014. *Les Travailleurs du médicament. L'industrie pharmaceutique sous observation*. Toulouse, Erès.

FOURNIER Pierre, MAZZELLA Sylvie (dir.), 2004. *Marseille, entre ville et ports. Les destins de la rue de la République*. Paris, La Découverte.

GIRARD Marc, 2011. *Médicaments dangereux : à qui la faute ?* Paris, Éditions Dangles.

GREFFION Jérôme, 2014. « Faire passer la pilule. Visiteurs médicaux et entreprises pharmaceutiques face aux médecins : une relation socio-économique sous tensions privées et publiques (1905-2014) ». Thèse pour le doctorat de sociologie de l'EHESS, Paris.

LABROUSSE Agnès, VERDALLE Laure de, 2010. « Produire en économie de pénurie. L'industrie pharmaceutique est-allemande entre régulation pénurique et contraintes sanitaires (1949-1989) », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 1 : 5-33.

LEVY Joseph J., GARNIER Catherine (dir.), 2007. *La chaîne du médicament. Perspectives pluridisciplinaires*. Québec, Presses universitaires du Québec.

MULLER Séverin, 2007. « Les écueils du double jeu. Une expérience d'observation participante transversale », *SociologieS* (en ligne), <http://sociologies.revues.org/189> (page consultée le 15 janvier 2016).

PASSERON Jean-Claude, 2006 (1991). *Le Raisonnement sociologique : un espace non poppérien de l'argumentation*. Paris, Albin Michel.

PETIT Jacques, 2004. *Des pharmaciens par milliers. Chroniques de la M.C.P.R., de la CERP Rouen et des Coopératives associées (1919-1991)*. Corlet.

PETRYNA Adriana, LAKOFF Andrew, KLEINMAN Arthur (dir.), 2006. *Global pharmaceuticals. Ethics, markets, practices*. Durham and London, Duke

University Press.

PIGNARRE Philippe, 2003. *Le grand secret de l'industrie pharmaceutique*. Paris, La Découverte.

RAVELLI Quentin, 2015. *La stratégie de la bactérie. Une enquête au cœur de l'industrie pharmaceutique*. Paris, Seuil.

ROSSIGNOL Sylvain, 2008. *Notre usine est un roman*. Paris, La Découverte.

RUFFAT Michèle, 1996. *175 ans d'industrie pharmaceutique française. Histoire de Synthélabo*. Paris, La Découverte.

SERVIER Jacques, 1991. *La passion d'entreprendre*. Paris, Le Rocher.

SUBRAMANIAN Dilip, 2010. *Telecommunications Industry in India : State, Business and Labour in a Global Economy*. New Delhi, Social Science Press.

SULLIVAN Mortimer, QUEEN Stuart, PATRICK Ralph, 1958. « Participant Observation as Employed in the Study of a Military Training Program ». *American Sociological Review*, 23 (6) : 660-667.

TENEVIC Lena, WEBER Florence, 1992. « La délégation du travail de terrain en sociologie qualitative », *Genèses*, 8 : 132-145.

WAX Rosalie, 1979. « Gender and age in fieldwork and fieldwork education : no good thing is done by any man alone », *Social Problems*, 26(5) : 509-522.

WHYTE Susan Reynolds, VAN DER GEEST Sjaak, HARDON Anita, 2003. *Social lives of medicines*. Cambridge, Cambridge University Press.